



COMMUNIQUE DE PRESSE

Action du 12 février : Près de 6 enseignants sur 10 en grève

Mardi 12 février, près de 6 enseignants sur 10 (58 % ⁽¹⁾) seront en grève pour demander une réforme des rythmes réussie pour tous les élèves sur tout le territoire et prenant en compte l'avis des enseignants et des parents.

Malgré les efforts des communes, la réforme bafouille dans sa mise en oeuvre, faute de temps, de financements et souvent de concertation locale. Cette réforme, parasitée par des annonces contradictoires, reste encore l'objet de multiples zones d'ombres. Alors que nous avons besoin d'avancer sur une amélioration des temps de l'enfant, les annonces contradictoires et le flou longtemps entretenu sur de nombreux points ont davantage semé le trouble que permis de construire de la confiance envers la réforme. A l'arrivée, nous constatons que malgré les engagements ministériels, tant vantés au départ de la concertation, rien ne garantit l'amélioration du bien-être des élèves et de leurs meilleures conditions d'apprentissages, comme celle de la qualité de vie professionnelle des enseignants et de leurs conditions de travail.

C'est une grande déception et une vraie exaspération qui dominent aujourd'hui.

Ce vendredi 8 février, devant 1 400 Inspecteurs de l'Education nationale rassemblés à Paris, le ministre lui-même a reconnu que « Nous allons commettre des erreurs (...) Nous n'aurons pas les meilleurs rythmes [dès la rentrée de 2013] (...) On fera des choses approximatives. On y reviendra. » Et de poursuivre, « nous avons le temps d'agir (...) ».

C'est bien pour donner à la réforme le temps de réussir, Monsieur le Ministre, que le SNUipp-FSU estime qu'un report à 2014 est nécessaire, ainsi qu'une réécriture du décret. Toute modification en 2013 ne peut se faire qu'avec l'accord de toutes les parties prenantes (enseignants, parents et élus). C'est une des conditions de la réussite de cette réforme.

Un échec de la réforme des rythmes fragiliserait la priorité au primaire que nous avons saluée et qui est concrètement attendue dans les écoles. Nous demandons au ministre de rendre plus lisible son action en direction du primaire. Cette réforme des rythmes insuffisamment préparée relègue au second plan des sujets essentiels pour une meilleure réussite des élèves : révision des programmes, scolarisation des tout-petits, revitalisation de la maternelle, avenir des RASED, Education prioritaire, direction d'école. A nouveau, nous demandons au ministre la mise en place d'un agenda de la priorité au primaire avec ouverture de discussions pour que des premières mesures concrètes interviennent pour la réussite des élèves dès la rentrée 2013.

Paris, le 8 février 2013